

Burundi : deux journalistes étrangers arrêtés puis libérés sans inculpation

@rib News, 29/01/2016 - Source AFP Le journaliste le français Jean-Philippe Romy et son collègue britannique Phil Moore, arrêtés 24 heures plus tôt au Burundi en compagnie des insurgés ayant pris les armes contre le président Pierre Nkurunziza, ont été remis vendredi sans être inculpés. "Ils ont été libérés. Aucune charge n'a été retenue contre eux", a annoncé l'ambassadeur de France à Bujumbura, Gerrit Van Rossum, précisant que leur équipement professionnel ne leur avait pas été restitué dans l'immédiat.

Envoyés spéciaux du Monde au Burundi, Jean-Philippe Romy, correspondant régional pour l'Afrique du quotidien français, et Phil Moore, photographe indépendant travaillant régulièrement pour l'AFP mais aussi pour The New York Times, The Guardian ou Der Spiegel, avaient été dirigés au parquet en début d'après-midi, après une nuit passée au siège du Service national de Renseignement (SNR) où ils avaient été interrogés. Selon des journalistes sur place, les deux journalistes ont quitté en fin d'après-midi le Palais de justice de Bujumbura à bord de véhicules diplomatiques. L'ambassadeur de France et un représentant de la Chancellerie britannique étaient notamment présents au Palais de Justice. Un collectif de journalistes burundais, SOS Medias Burundi, a rapporté que leurs accreditations leur avaient été retirées. Le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius qui avait appelé vendredi matin "à leur libération immédiate" s'est réjoui "de ce développement rapide". "Je rappelle l'attachement de la France à la liberté de la presse, au Burundi comme partout", a-t-il déclaré lors de ses vœux au corps diplomatique. Le Monde avait rappelé que Jean-Philippe Romy et Phil Moore étaient entrés illégalement dans le pays, respectivement les 19 et 21 janvier, "étaient tous deux munis de visas et ne faisaient qu'exercer leur métier en rencontrant toutes les parties concernées par les tensions en cours au Burundi". Selon le porte-parole adjoint de la police burundaise, Moïse Nkurunziza, les deux hommes avaient été arrêtés jeudi après-midi à Nyakabiga, quartier contestataire du centre de Bujumbura, où la police avait été informée que "des criminels tenaient une réunion". Le groupe s'est enfui mais la police a "rattrapé cinq personnes: 4 Burundais qui avaient deux pistolets et un Britannique", Phil Moore, a expliqué à l'AFP M. Nkurunziza. "La police a été très surprise et s'est inquiétée de voir un journaliste, ayant toutes les autorisations de travailler au Burundi et qui donc n'avait rien à craindre de la police, courir et fuir", a-t-il ajouté, précisant que M. Romy avait été interpellé lorsqu'il était venu demander des nouvelles de son collègue. C'est "la première fois que des étrangers sont surpris au milieu de criminels", avait-il auparavant déclaré à la télévision nationale (RTNB). Selon le ministre de la Sécurité publique, "un mortier, une Kalachnikov et des pistolets ont été saisis au cours de cette opération". - "Cet incident ne présage rien de bon" - Le Monde avait réclamé "la libération immédiate de ses deux envoyés spéciaux". L'AFP a demandé que Phil Moore et Jean-Philippe Romy, "arrêtés alors qu'ils exerçaient leur mission d'informer", soient "libérés au plus vite". Reporters sans Frontières avait qualifié ces arrestations d'"atteinte à la liberté d'informer". Leur libération "est un grand soulagement mais cet incident ne présage rien de bon pour notre travail au Burundi", a estimé l'Association des Correspondants étrangers en Afrique de l'Est (FCAEA), alors que la quasi-totalité de la presse indépendante burundaise est réduite au silence depuis plusieurs mois. Jean-Philippe Romy, 49 ans, basé en Afrique depuis 1998, a notamment remporté le prestigieux Prix Bayeux des correspondants de guerre en 2013 pour un reportage en Syrie. Phil Moore, 34 ans, a effectué de nombreux reportages à travers l'Afrique, mais aussi au Pakistan ou en Bolivie. Son travail a notamment été exposé en 2013 au réputé festival de photojournalisme Visa pour l'Image de Perpignan (France). L'annonce de la candidature du président Pierre Nkurunziza à un 3e mandat a plongé le Burundi dans une grave crise, ses adversaires lui reprochant de violer la Constitution et l'Accord d'Arusha ayant permis de mettre fin à la sanglante guerre civile (1993 et 2006) qui continue de hanter le pays. L'échec d'un coup d'Etat militaire, puis la brutale mise au pas de six semaines de manifestations à Bujumbura n'ont pas mis fin aux violences, qui se sont intensifiées depuis la réélection controversée de M. Nkurunziza en juillet, marquées par la multiplication des attaques armées à Bujumbura et la création de groupes rebelles. Plus de 400 personnes ont été tuées depuis le début de la crise, qui a poussé à l'exil de 200.000 personnes, parmi lesquels de nombreux opposants, militants associatifs et journalistes. Ceux n'ayant pas fui le pays, menacés ou attaqués, vivent dans la clandestinité. Le respecté correspondant de l'AFP et RFI au Burundi, Esdras Ndikumana, 54 ans, s'est réfugié au Kenya en août, après avoir été arrêté à Bujumbura et torturé par le S. Un Sommet de l'Union africaine - inquiète des potentielles "conséquences dévastatrices" de la crise - doit se prononcer ce week-end sur le déploiement d'une mission africaine de maintien de la paix au Burundi, à laquelle Bujumbura s'oppose catégoriquement.